



Réforme de la voie professionnelle : se mobiliser pour viser vraiment l'excellence !

Toujours aussi déterminé, le gouvernement a annoncé lors de sa rentrée fin août, vouloir tenir le cap des réformes ultra libérales commencées dès sa désignation. L'été lui aura permis de faire passer la loi sur la réforme professionnelle avec son lot de mesures impactant directement la voie professionnelle sous statut scolaire.

Conjugués avec CAP 2022 et le développement de la précarité contre le statut de la Fonction publique et les différentes réformes dans l'Éducation nationale, du lycée, du baccalauréat et de Parcoursup, les projets du ministre pour la transformation de la voie professionnelle confirmés dans la réponse adressée à l'intersyndicale nationale le 3 août, sont placés sous le signe de l'austérité, de l'individualisation et de la responsabilisation de chaque élève, toujours au prétexte de lui donner un avenir professionnel.

Si l'essentiel des mesures pour la voie professionnelle ne sera concrétisé qu'à partir de la rentrée 2019 avec un échelonnement jusqu'en 2021, aucun doute n'est possible sur son orientation qui, sous couvert de la faire accéder à l'excellence, la place sous la tutelle patronale et la livre au secteur marchand. Derrière ces nouvelles dispositions, toujours présentées dans l'intérêt des élèves et en faveur de leur insertion professionnelle, c'est bien une transformation en profondeur de notre système éducatif et un changement de société qui sont à l'œuvre.

D'ores et déjà, les tests de positionnement pour tou·tes les élèves entrant en seconde seront réalisés en maths et français pour identifier les besoins particuliers des élèves et mettre en place l'Aide Personnalisée qui devrait être organisée à l'aide de logiciels dont l'origine est discutable.

Renforcer le développement de l'apprentissage en créant des UFA dans chaque EPLE, au motif de sécuriser les parcours des élèves, conduira à une dégradation inévitable des conditions d'études de ces dernier·ères et à la dégradation des conditions de travail des enseignant·es par une annualisation, inévitable à terme, de leur temps de travail. La mixité des parcours et des publics que ce gouvernement veut nous imposer seront les outils de cette dérégulation.

Les autres mesures comme le regroupement par familles de spécialités ou le renforcement des « Campus d'excellence », têtes de réseau des LP, vont donner un poids considérable aux branches professionnelles et par là-même aux organisations patronales auxquelles ce gouvernement est entièrement dévoué !

La réorganisation de la voie professionnelle passera aussi par une révision des grilles horaires pour les élèves qui occasionnera surtout une réduction drastique des postes dans certaines matières. La refonte complète des programmes avec l'introduction de la co-intervention conduira à mettre l'enseignement général au service du monde économique avec une conception utilitariste du français ou des mathématiques au détriment de l'acquisition d'une culture générale émancipatrice.

Le plan social annoncé pour la filière Gestion Administration constitue la première menace contre laquelle nous aurons à nous mobiliser.

Ainsi qu'il l'annonce dans son courrier, « tous ces chantiers de transformation seront discutés, à chaque étape, avec chacune des organisations syndicales représentatives ». L'année à venir sera donc déterminante et seule une mobilisation unitaire et d'envergure permettra de mettre en échec les ambitions de notre ministre et d'infléchir les orientations dans le sens que nous voulons pour donner enfin à l'enseignement professionnel public les moyens de parvenir à l'excellence selon notre conception.